

Pouvoir d'emprunt

Le projet de loi C-151, la mesure législative que nous débattons aujourd'hui, sollicite un pouvoir d'emprunt supplémentaire de 14.7 milliards de dollars, qui vient s'ajouter aux 16 milliards de dollars déjà autorisés. Il aura donc, en tout, un pouvoir d'emprunt totalisant 30 milliards de dollars pour l'année financière en cours. Mais que nous dit le ministre des Finances à propos de ses besoins? Il a fait remarquer que le gouvernement n'aura besoin d'emprunter que 26.7 milliards de dollars pendant cette année financière.

Revenons un peu sur les chiffres, parce que l'addition semble boîteuse. Si le gouvernement a besoin de 26.7 milliards, selon le ministre des Finances, et dispose déjà d'un pouvoir d'emprunt de 16 milliards, il n'aurait peut-être besoin que d'un supplément de 10.7 milliards. Mais ce n'est pas ce qu'il nous demande; ce projet de loi sollicite 14.7 milliards. C'est 4 milliards de plus que ce qui est nécessaire selon le ministre des Finances. On se ménage donc une petite marge. Pourquoi faire? Pour que le parti libéral puisse dispenser ses faveurs. En d'autres termes, le gouvernement réclame un fonds de 4 milliards de dollars dont il pourrait disposer à sa guise à l'approche des élections.

● (1150)

Ces 4 milliards de dollars en sus des besoins permettront au gouvernement de dépenser \$400 pour chaque contribuable du Canada. Comme la plupart d'entre eux sont aussi des électeurs, nous avons là un potentiel de 10 millions de voix. Voilà l'absurdité ultime, dépenser l'argent des contribuables pour acheter leur voix. Ayant déjà gaspillé l'argent de ceux-ci, le gouvernement propose maintenant d'emprunter pour obtenir leur voix et laisser les générations futures payer la facture.

Je doute que ce stratagème marche encore. La plupart des députés envoient des bulletins dans leurs circonscriptions et donnent à nos bureaux une interprétation de ce qui se passe sur la colline. Dans mon dernier envoi, j'ai fait remarquer que la dette nationale brute, dépassera probablement 200 milliards de dollars d'ici la fin de 1984. Elle est déjà de l'ordre de 160 milliards et une des plus élevées par habitant dans le monde occidental. Mes électeurs m'ont immédiatement fait part de leur indignation. Je ne compte plus les lettres où ils m'ont demandé comment on avait fait pour que notre dette prenne de telles proportions. Un certain nombre m'ont dit qu'il était temps de mettre le holà, que la foire était finie. Qu'elle devrait l'être en tout cas. Ils parlaient de la foire libérale.

Le gouvernement prétend qu'il faut stabiliser l'économie au moyen du déficit lorsque les temps sont durs. Qui dit le contraire? Va pour le principe, monsieur le Président, mais nous prétendons que le gouvernement bon an mal an a pris l'habitude de fonctionner à crédit, en empruntant. Le parti libéral n'a pas présenté un seul budget équilibré depuis l'exercice de 1969-1970. Les ministériels disent que ce n'est pas si grave, que le passé est le passé, qu'il faut oublier et penser à l'avenir. Fort bien, sauf que le gouvernement a bien du mal à se défaire de ses habitudes de dissipation. Et les Canadiens commencent à trouver qu'il leur coûte cher, trop cher. Ils n'ont plus les moyens de se payer un pareil gouvernement.

Il nous faut des programmes sociaux, nous sommes tous d'accord. Et il faut sanctionner certaines mesures sociales qui sont présentées. Mais le gouvernement doit faire preuve de discernement et tâcher de garder un certain équilibre dans ses dépenses. Si les dépenses grimpent dans un certain domaine, il

faut trouver le moyen de les réduire ailleurs. Or, on ne constate rien de tel dans les mesures que le gouvernement prend maintenant, ni dans celles qu'il a prises jadis et le C-151 en est une nouvelle preuve.

J'aimerais prendre quelques instants pour dire à la Chambre ce que le C-151 représente pour les gens de ma circonscription de St. Catharines et de la région du Niagara en général. Quand on parle aux Canadiens d'une somme comme 1 milliard de dollars, beaucoup trop souvent lèvent les bras en signe de désespoir et d'impuissance. C'est trop pour nos moyens, disent-ils. Ils n'en reviennent pas tant cela les dépasse.

Je vais donner comme exemple St. Catharines et la région du Niagara pour expliquer ce que signifie les milliards de dollars dont nous parlons. St. Catharines, la ville jardin, compte 125,000 habitants, des gens ordinaires. Dans 11 jours notre région va accueillir le quinzième festival des arts traditionnels, l'un des plus beaux exemples qui soient au Canada d'un multiculturalisme vivant. Supposons que j'aie 14.7 milliards à dépenser; je pourrais remettre un chèque de 432 millions à chacun des 34 groupes qui participent au Festival d'arts folkloriques. Ou bien, je pourrais faire paraître une annonce dans le *Standard* de St. Catharines, une annonce qui serait très remarquée—je suppose qu'elle intéresserait beaucoup de monde—promettant \$115,000 à chaque homme, femme et enfant de St. Catharines qui assisterait au bal du Festival de la reine. Et il me resterait assez d'argent pour acheter un smoking ou une robe de soirée à chaque personne présente.

Voyons maintenant ce qui arriverait si cette somme était investie dans la région du Niagara. D'une façon générale, on parle de la région du Niagara sans préciser qu'elle comprend cinq circonscriptions. Dernièrement, à la suite du dernier budget, les citoyens du Niagara ont appris qu'on dépenserait \$12.6 millions au cours des deux prochaines années pour effectuer des travaux de réparation et d'aménagement paysager le long du canal de Welland. Cela représente environ \$21 par personne par année.

Cependant, l'autorisation requise aujourd'hui équivaut à 1,167 fois 12.6 millions ou encore à \$49,000 par tête, sans compter les 12.6 millions qui seront dépensés comme il avait été annoncé. Un montant de \$49,000 par tête pour toute la région du Niagara, voilà ce que représente ce projet d'emprunt. Soyons bien clairs à ce sujet. Les habitants du Niagara devraient verser chacun \$49,000 pour répondre aux exigences de ce projet d'emprunt. Par contre, le gouvernement devrait dépenser \$49,000 pour chaque habitant du Niagara pour égaler la somme de 14.7 milliards requis dans ce projet.

D'aucuns continuent de soutenir que les emprunts du gouvernement ne sont pas énormes. Eh bien, attendons que le moment soit venu de les rembourser. On pourra peut-être trouver un contribuable de St. Catharines qui estime normal que ce remboursement soit refilé à la génération suivante ou à celles qui suivront. Mais bien peu de prêteurs attendent le moment de remboursement sans exiger d'intérêt ou de frais d'emprunt. Le bon peuple de St. Catharines paie environ 166 millions en impôts chaque année, soit une moyenne de \$3,300 par contribuable. Environ \$1,000 de ce montant est déjà affecté au service de la dette publique.